




DEMANDE DE PIÈCES MANQUANTES DE PERMIS DE DEMOLIR INITIAL

Dossier : PD 013055 19 00020P0 Déposé le : 06/09/2019 Adresse des travaux : 0164 AV DE LA MADRAGUE MONTREDON 13008 MARSEILLE	Demandeur :  1 1 0 0 0 2 4 0 5 1 7 7 SARL GINKGO ADVISOR 29 ROUTE PRE-BOIS - 1217 MEYRIN SUISSE
Affaire suivie par : BURKI Lin - Division H - - lburki@marseille.fr DIRECTION DE L'URBANISME - 40 RUE FAUCHIER - 13233 MARSEILLE CEDEX 20	

Le 09/09/2019

Objet : DOSSIER INCOMPLET.

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé le 06/09/2019 une demande de PERMIS DE DEMOLIR INITIAL, enregistrée sous les références portées dans le cadre ci-dessus.

Je vous informe que des pièces manquent dans le dossier que vous avez déposé.

Pour permettre l'instruction, il est nécessaire que vous fassiez parvenir à la mairie les pièces ou indications suivantes :

PD02 - Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme].

- Fournir le plan de masse coté des constructions à démolir sur la parcelle.

Ces pièces seront déposées contre récépissé, ou adressées par courrier avec accusé de réception.

Le délai d'instruction de **2 MOIS** qui vous a été notifié commencera à courir à partir de la date de réception en mairie de la totalité des informations et pièces manquantes.

Vous disposez de **3 mois** à compter de la date de réception de cette lettre pour faire parvenir à la mairie l'intégralité des pièces et informations manquantes. Dans le cas contraire, vous serez réputé avoir renoncé à votre projet, et votre demande fera l'objet d'une **décision tacite de rejet / d'opposition** (article R. 423-39 du code de l'urbanisme)

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes salutations distinguées.

Pour le Maire,
Le responsable de la Division,


Karine GRAND

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS CONTRE LA PRÉSENTE LETTRE :

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.